

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 25/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DIJON CEREALES

4 Boulevard de Beauregard
BP 4065
21600 LONGVIC

Références : 0005401977/2023-191

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/05/2023 dans l'établissement DIJON CEREALES implanté 4 Boulevard de Beauregard BP 4065 21600 LONGVIC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIJON CEREALES
- 4 Boulevard de Beauregard BP 4065 21600 LONGVIC
- Code AIOT : 0005401977
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement est implanté sur 12 hectares sur la commune de LONGVIC (Référence cadastrale BW N° 6) et constitue une plateforme de distribution de produits et équipements agricoles. Le site est le stockage central de la coopérative pour notamment les produits agropharmaceutiques.

Le site est composé :

- d'un bâtiment destiné au stockage de produits phytosanitaires destinés à l'agriculture comprenant 5 cellules de stockage (produits toxiques, inflammables, soufrés et dangereux pour l'environnement) ;
- d'un bâtiment destiné au stockage de produits et matériels divers pour l'agriculture (produits non classés par la nomenclature), d'une chaufferie, d'un local de charge d'accumulateurs et d'un atelier d'entretien ;
- deux stockages extérieurs (stockages de bois et de bâches plastiques/ semences/terreau) ;
- d'un bâtiment administratif, siège social de l'entreprise ;
- d'une salle de réunion indépendante.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 20 août 2001, complété par les arrêtés complémentaires des 24 juillet 2008, 1er août 2008 et 6 avril 2018.

- d'un bâtiment destiné au stockage de produits phytosanitaires destinés à l'agriculture comprenant 5 cellules de stockage (produits toxiques, inflammables, soufrés et dangereux pour l'environnement) ;
- d'un bâtiment destiné au stockage de produits et matériels divers pour l'agriculture (produits non classés par la nomenclature), d'une chaufferie, d'un local de charge d'accumulateurs et d'un atelier d'entretien ;
- deux stockages extérieurs (stockages de bois et de bâches plastiques/ semences/terreau) ;
- d'un bâtiment administratif, siège social de l'entreprise ;
- d'une salle de réunion indépendante.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- **POI**
- Risques d'incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - x le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - x les observations éventuelles ;
 - x le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - x le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Périodicité exercices POI	Autre du 01/01/2022, article R.515-100 du CE	/	Sans objet
4	Dispositions POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
7	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f)	/	Sans objet
12	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)	/	Sans objet
13	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consultation POI	Autre du 01/01/2022, article L.515-41 du CE	/	Sans objet
3	Formation du personnel aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
5	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)	/	Sans objet
6	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point b)	/	Sans objet
8	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d)	/	Sans objet
9	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point e)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point h)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, un exercice POI a été réalisé en présence d'un lieutenant du SDIS.

La mise en pratique de la nouvelle version du document POI (Version M du mois de mars 2023) a été testée. L'exploitant n'a pas encore complété l'ensemble des informations en application de l'AM du 26/05/2014. Le document POI doit également être complété dès la finalisation de la réflexion sur les prélèvements environnementaux.

Il est apparu lors de l'exercice que celui-ci maîtrise les procédures "urgence" de son POI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consultation POI

Référence réglementaire : Autre du 01/01/2022, article L.515-41 du CE
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le projet de plan est soumis à la consultation du personnel travaillant dans l'établissement au sens du code du travail, y compris le personnel sous-traitant, dans le cadre du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail élargi prévu à l'article L. 4523-11 du code du travail
Constats : La dernière version du POI (version M de mois de mars 2023) a été présentée à l'encadrement du site à Longvic lors de la revue de direction. Les modifications du POI sont validées à travers les revues de direction. Le rôle de chaque encadrant (responsable de la plateforme, son adjoint, responsable de service, responsable d'exploitation) a été précisé via le tableau de polyvalence. Les employés n'ont pas connaissance de l'ensemble du POI mais uniquement des fiches les concernant et ce en fonction du rôle qu'ils peuvent être amenés à jouer lors du déclenchement du POI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Autre du 01/01/2022, article R.515-100 du CE
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p> <p>Constats : Les exercices POI sont organisés une fois par an. A l'issue de chaque exercice, un rapport est rédigé par le responsable QHSE. Les rapports de l'exercice POI des 05/10/2021 (organisé en présence de la DREAL et SDIS21) et 15/11/2022 (organisé par l'exploitant) ont été présentés à l'inspection.</p> <p>Lors de l'inspection, un nouvel exercice POI a été organisé. La chronologie des événements est la suivante :</p> <p>14h13 : début d'exercice, l'information est donnée à un cariste dont le chariot élévateur est en feu ;</p> <p>14h13 : le cariste informe son responsable (adjoint au chef de la plateforme) ;</p> <p>14h13 : le DS (directeur de secours incarné pour cet exercice par l'adjoint au chef de plateforme) se rend sur l'endroit de l'incendie, lève le doute et ordonne le déclenchement de l'alarme ;</p> <p>14h13 : le DS coupe les pompes de relevage et l'électricité (les interrupteurs se trouvent à proximité de l'incendie) ;</p> <p>14h15 : le DS désigne les personnes pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • couper le gaz ; • appeler les services SDIS ; • contacter le magasin du site ; • les serre-files, guide-files et les binômes sont nommés ; il est précisé aux guide-fils de récupérer le registre de présence ; <p>14h15 : les premières personnes arrivent au point de rassemblement sur le parking à proximité des quais.</p> <p>14h17 : le DS prévient par téléphone le directeur du site ;</p> <p>14h17 : le DS désigne une personne pour aller à l'entrée du site pour accueillir les secours. La personne désignée s'équipe d'un panneau "STOP" afin d'empêcher les camions d'entrer sur le site.</p> <p>14h17 : un employé déclare en arrivant au point de rassemblement que la vanne de gaz a été fermée.</p> <p>14h19 : l'évacuation de la plateforme est terminée (le comptage au point de rassemblement plateforme est effectué – pas de victime).</p> <p>Le Lieutenant du SDIS présent lors de l'exercice a simulé l'arrivée des secours afin de tester la transmission des informations par le DS. Suite à cet échange, aucune remarque n'a été formulée.</p> <p>A l'issue de cet exercice, quelques observations ont été relevées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le DS doit être facilement identifiable (port d'un brassard ou d'une chasuble) ; • le portail d'accès des piétons doit être fermé après la sortie des serre-files afin d'empêcher l'accès au site ; • les numéros de téléphone de la DREAL doivent être mis à jour ; • les actions de la fiche 24 ont été déroulées très rapidement et de façon efficace, il est tout de même rappelé à l'exploitant que les opérations doivent se dérouler dans le calme

afin de rassurer les équipes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Formation du personnel aux situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>Constats : Le personnel est informé sur les sujets "risques", notamment l'incendie, à travers un livret d'accueil. Une visite sécurité est réalisée lors de l'embauche par un encadrant.</p> <p>Les entreprises sous-traitantes sont informées de la conduite à tenir en cas d'accident, ainsi que sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>En effet, l'exploitant élabore un plan de prévention avec les entreprises sous-traitantes et lui transmet, avant le commencement des travaux, les consignes générales de sécurité et les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plan de Prévention ; • Consignes Générales de Sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositions POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'équipement (sprinklage, RIA, extincteurs, réserves d'eau, les PI et générateurs de mousse) interne au site est présenté sur la fiche 23 du POI. Il est contrôlé régulièrement.</p> <p>Le site dispose de 5 poteaux incendie privatifs alimentés sur le réseau d'eau de la ville. La dernière vérification du débit des poteaux a été réalisée en septembre 2022 (RAS).</p> <p>L'inspection a procédé à une vérification par sondage des contrôles effectués sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> les extincteurs au dépôt C1, contrôle du 12/01/2023. Le rapport mentionne les observations concernant le remplacement, au bout de 10 ans, de certains extincteurs ; RIA, contrôle du 12/01/2023. Selon le rapport, le RIA n'est pas accessible et il n'a pas été contrôlé par DESAUTEL. L'exploitant n'a toujours pas engagé de démarche pour solder cette observation. Par mail du 17/05/2023 l'exploitant a transmis le rapport du contrôle effectué par DESAUTEL (Rapport d'intervention n° : BL4077543) concernant le RIA en question, qui a été rendu accessible ; le générateur de mousse cellule D3, contrôle du 20 mars 2023. Le rapport ne mentionne pas d'observation, le système est en état de fonctionnement. <p>En revanche, l'exploitant fait part à l'Inspection de la nécessité de remplacements ou réparations éventuelles, liés à l'usure et vieillissement de certains éléments situés dans le local technique comme la cuve d'émulseur, le doseur "firedose" et l'émulseur fluor. L'exploitant a engagé les démarches pour solder ces observations (échanges des mails, devis, demandes d'intervention).</p> <p>Par ailleurs, le site mutualise certains moyens de lutte contre incendie (réserve d'eau) avec la société SMURFIT KAPPA. La convention date du mois de mars 2021.</p> <p><u>Non-conformité 1 :</u></p> <p>Un des RIA n'a pas été contrôlé. L'exploitant doit faire vérifier l'ensemble des ses moyens de lutte contre l'incendie et entreprendre rapidement les démarches afin de solder les observations.</p> <p><u>Non-conformité 2 :</u></p>

L'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie doit être disponible à tout moment.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination
Constats : La fiche réflexe 24, pour le Responsable Plateforme (et son adjoint en l'absence du Responsable Plateforme) précise que le Directeur de secours (DS) est habilité à déclencher des procédures d'urgence (déclenchement du POI).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point b)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
Constats : Le POI (Fiche 25) précise que le Directeur de secours (DS) est responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>
<p>Constats : L'exploitant a établi une liste des 4 scénarios d'accidents (fiche 18) en lien avec son EDD (dernière version date de 2021). Les accidents retenus sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Incendie de la plateforme ;• incendie du bâtiment principal + cellules C1 et C2 ;• jet enflammé dans le local chaufferie ;• incendie du quai de chargement. <p>Les fiches 19, 20, 21 et 22 décrivent respectivement :</p> <ul style="list-style-type: none">• le rayon thermique incendie entrepôt ;• le plan des rayons toxiques effet hauteur ;• le plan des rayons toxiques au sol ;• les rayons thermiques et suppression chaufferie ; <p>En revanche, les intérêts à proximité, les moyens d'intervention liés à chaque scénario d'accident ainsi que les actions à mener ne sont pas répertoriés par scénario.</p> <p>On retrouve toutes ces informations dans le POI pour l'ensemble du site, mais pas spécifiquement par scénario. Les actions à mener sont définies de façon globale en cas d'alerte quelque soit le scénario. Elles sont présentées sur le schéma d'alerte sur la fiche 4 et reprises plus en détails sur la fiche 24.</p> <p>Sur les plans présentés dans le POI (fiches 19, 20, 21), les stockage créés en 2021 sont toujours présentés comme projet.</p>
<p><u>Observation 1 :</u></p> <p>Dans la partie de scénarios d'accidents, les intérêts à proximité, les moyens d'intervention liés à chaque scénario d'accident ainsi que les actions à mener doivent être répertoriés. Sinon l'exploitant doit préciser que les actions à dérouler de la fiche 24 s'appliquent à l'ensemble des scénarios.</p>
<p><u>Observation 2 :</u></p> <p>L'ensemble des plans du site doit être tenu à jour. La rose des vents doit être ajoutée à l'ensemble des plans afin de faciliter l'orientation des secours.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
Constats : Le schéma d'alerte de la fiche 4 précise la conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte. Les actions à mener avant l'arrivée des secours sont bien précisées à la fiche 25. La mise en place des guide-files et serre-files (fiche 24 et fiche 27) contribue à une évacuation efficace du personnel. Le POI contient une description de la fonction serre-files (fiche 27). La fonction de guide-files est précisée par le DS au moment de la nomination des binômes. Il n'y a pas de fiche spécifique pour décrire les rôles des guide-files mais leur fonction est présentée sur la fiche 24 destinée au responsable plateforme et responsable plateforme adjoint. Lors de l'exercice il a été constaté que le DS rappelle aux guide-files leur fonction et cela n'influence pas la fluidité du déroulé des actions. <u>Observation 3:</u> Afin d'améliorer la gestion de crise, le rôle de Guide-file pourrait être précisé par écrit, en amont plutôt qu'au moment de l'incident, aux personnes susceptible d'être désignées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point e)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles
Constats : Le POI dispose de messages types d'alerte destinés aux pompiers, au SAMU, à la gendarmerie (fiche 5) et aux interlocuteurs locaux comme la DREAL (fiche 6). Le formulaire offre le choix entre plusieurs événements et notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'incendie dépôt phytosanitaire ;• l'explosion de gaz ;• l'incendie dépôt d'agro-fouritures ;• autres. Par la suite, les conséquences matérielles sont également proposées dans ce formulaire (destruction partielle, destruction totale, propagation, pollution, fumé) ainsi que le nombre de blessés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
Constats : La fiche 24 du POI précise bien l'étape de l'ouverture des portails aux pompiers. En effet, Le directeur de secours (DS) nomme, après le déclenchement de l'alarme sonore : <ul style="list-style-type: none">• un binôme pour débrayer le portail du côté du boulevard Beauregard et pour accueillir les pompiers ;• un binôme pour empêcher les entrées depuis le portail du côté du boulevard Eiffel et pour accueillir les pompiers. En revanche, il n'est pas précisé dans le POI si les mêmes personnes sont chargées d'interdire l'accès à tout autre véhicule sur le site. Toutefois, lors de l'exercice il a été constaté que la personne nommée pour guider les pompiers a bien été équipée de panneau "STOP" pour éviter l'accès à tout autre véhicule sur le site. <u>Observation 4 :</u> L'étape d'interdiction d'accès au site aux personnes ne faisant pas partie des secours doit être mentionnée dans le POI.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point h)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site
Constats : Il n'y a pas de mesure d'atténuation à prendre hors site. L'étude des flux thermiques indique que les effets sont maintenus sur le site. Les autres bâtiments et la route sont éloignés du site. Les coordonnées des entreprises se trouvant à proximité des sites (SMURFIT KAPPA FRANCE, CEREVIA, EDIB, ACRODUR) sont répertoriées sur la fiche 30. Les effets toxiques et la fumée peuvent sortir du site notamment sur la rocade et le bd Beauregard. L'exercice PPI a été organisé le 05/10/2020 pour se préparer à cette éventualité. Les mesures à prendre, suite à cet exercice, sont en cours d'élaboration et notamment les mesures concernant la fermeture temporaire du bd Beauregard et de la rocade sont étudiées dans le cas d'apparition de fumée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, en adéquation avec les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
Constats : Le sujet des premiers prélèvements environnementaux n'a pas été abordé dans la nouvelle version du POI. Étant donné la complexité des produits stockés, l'exploitant attend la fin des travaux des organisations interprofessionnelles afin de dresser une liste des produits à rechercher en cas d'épandage accidentel. L'exploitant fait partie d'un comité de travail de la "Coopération Agricole" (organisme interprofessionnel pour les coopératives agricoles). Ce comité de travail est chargé d'établir une liste des molécules à rechercher en fonction des produits stockés. Néanmoins, la stratégie aujourd'hui définie, prévoit de faire appel à un sous-traitant pour les prélèvements et les analyses, pour l'ensemble du site. Observation 5 : L'exploitant complètera son POI afin que les prélèvements environnementaux y soient pris en compte. Une distinction entre les prélèvements à l'intérieur et à l'extérieur du site devrait être introduit dans le document POI. L'exploitant doit également définir le délai d'intervention pour les prélèvements.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.
Constats : Les points concernant la remise en état et le nettoyage de l'environnement ne sont pas présents dans le POI. Observation 6 : L'exploitant complètera son POI afin que la remise en état et le nettoyage de l'environnement y soit pris en compte. L'exploitant doit ajuster les moyens à mettre en place en fonction des résultats des prélèvements, de l'équipement détruit, de la pollution estimée sur sol, de l'état des enrobés et les dégâts éventuels sur les voisinages.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet